



By-Law No. 02

Greater Moncton Wastewater Commission Procedural By-Law

A By-law amending By-law No. 2, a By-Law respecting the borrowing of money, the issuing of securities, and the securing of liabilities by THE GREATER MONCTON WASTEWATER COMMISSION, a body corporate.

BE IT ENACTED as a By-Law of the Greater Moncton Wastewater Commission (hereinafter referred to as the Commission) as follows:

1. The Commission, through its Chairman, Secretary and Treasurer may, from time to time and for the purposes of the Commission,
 - a) Borrow money on the credit of the Commission only when the requirement to complete major infrastructure upgrades due to federal and/or provincial regulatory agencies requirements exceeds fiscal year revenue and after the General Capital Reserve Fund has been depleted.
 - b) Charge, mortgage, hypothecate or pledge all or any of the real and personal property of the Commission.
 - c) Charge, mortgage, hypothecate or pledge all or any of the real and personal property of the Commission, including book debts, rights, powers, franchises and undertaking, to secure any such securities or any money borrowed, or other debt, or any other obligation or liability of the Commission.
2. Notwithstanding anything hereinbefore set out, the Commission may from time to time authorize any member or members, officer or officers, employee of the Commission, or other person or persons, whether connected with the Commission or not, to sign, execute and give on behalf of the Commission, all documents, agreements and promises necessary or desirable for the purposes aforesaid, and to draw, make, accept, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bill of exchange and other negotiable or transferable instruments, and the same and all renewals thereof or substitutions therefore so signed shall be binding upon the Commission.
3. These By-laws may be altered, amended, or repealed in whole or in part at any duly organized meeting of the Commission, by a two-thirds majority vote of the Commissioners, ratified and approved by the Commissioners at the next Annual General Meeting. Any proposal to amend these By-laws shall be included with the Notice of Meeting at which the amendment is to be considered. All amendments shall be consistent with the purposes of incorporation and with the Clean Environment Act.

The foregoing By-Law No. 02 was passed and enacted by the Commissioners at the Meeting of the Greater Moncton Wastewater Commission on the 16th day of June, 2016.

ENACTED this 16th day of June, A.D., 2016

Greater Moncton Wastewater Commission Procedural By-Law

A handwritten signature in black ink that reads "David Muir". The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line.

David Muir, Chair

A handwritten signature in blue ink that reads "Julie Thériault". The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line.

Julie Thériault, Secretary

The original By-law No. 02 was passed on May 19, 1983



Arrêté n° 02

Arrêté procédural de la Commission d'épuration des eaux usées du Grand Moncton

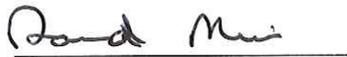
Un arrêté modifiant l'arrêté n° 2, un arrêté sur l'emprunt d'argent, l'émission de titres et les garanties se rapportant aux obligations par la COMMISSION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES DU GRAND MONCTON, constituée en personne morale.

IL EST ADOPTÉ à titre d'arrêté de la Commission d'épuration des eaux usées du Grand Moncton (ci-après appelée la Commission) ce qui suit :

1. La Commission, par l'intermédiaire de son président, de sa secrétaire et de son trésorier peuvent, de temps à autre, pour le compte de la Commission :
 - a) emprunter de l'argent sur le crédit de la Commission seulement lorsque la nécessité d'effectuer d'importants travaux de modernisation des infrastructures en raison des exigences d'organismes de réglementation fédéraux ou provinciaux dépasse les revenus de l'exercice et que le fonds de réserve d'immobilisation général est épuisé;
 - b) grever, hypothéquer ou mettre en gage tous les biens réels ou personnels de la Commission;
 - c) grever, hypothéquer ou mettre en gage tous les biens réels ou personnels de la Commission, y compris les comptes créditeurs, les droits, les pouvoirs, les franchises et les engagements afin de garantir toute valeur mobilière ou toute somme empruntée, ou toute autre dette, obligation ou responsabilité de la Commission.
2. Nonobstant toute mention faite ci-dessus, la Commission peut, à l'occasion, autoriser un ou plusieurs membres, dirigeants ou employés de la Commission, ou d'autres personnes, qu'elles soient affiliées ou non à la Commission, à signer, à exécuter et à remettre au nom de la Commission tous les documents, accords et promesses nécessaires ou souhaitables aux fins précitées, ainsi qu'à tirer, à faire, à accepter, à endosser, à passer et à émettre des chèques, des billets à ordre, des traites et d'autres effets négociables ou transférables, et ces derniers ainsi que tout renouvellement ou remplacement de ceux-ci, une fois signés, lient la Commission.
3. Ces arrêtés peuvent être modifiés, révisés ou abrogés, en tout ou en partie, au cours de toute réunion dûment organisée de la Commission, par un vote majoritaire de deux tiers des commissaires, ratifié et approuvé par les commissaires à la prochaine assemblée générale annuelle. Toute proposition visant à modifier ces arrêtés devra être envoyée en même temps que l'avis de convocation à l'assemblée où la modification sera étudiée. Toutes les modifications seront conformes aux fins d'incorporation ainsi qu'à la Loi sur l'assainissement de l'environnement.

Le présent arrêté n° 02 a été promulgué et adopté par les commissaires à la réunion de la Commission d'épuration des eaux usées du Grand Moncton tenue le 21^e jour de juillet 2016.

ADOPTÉ ce 21^e jour de juillet 2016



David Muir, président



Julie Thériault, secrétaire

L'arrêté n° 2 initial a été adopté le 19 mai 1983.